

Vers un «Green New Deal» La société civile s'empare de la question

Le Forum annuel du Conseil fédéral du développement durable (CFDD, qui rassemble la société civile) s'est focalisé sur l'idée de «sustainable New Deal». L'an dernier, l'ONU lançait un appel à la communauté internationale pour qu'elle investisse 1 % du PIB annuel de la planète dans la lutte contre les changements climatiques. La Belgique n'a pas répondu à l'appel, et son plan de relance est trop peu «vert» aux yeux de nombreux commentateurs. Rencontres avec Geert Noels, Jos Delbeke et Olivier Deleuze. ► Lire en page 12

Vers un «Green New Deal» pour la Belgique?

L'echo
17/11/2009

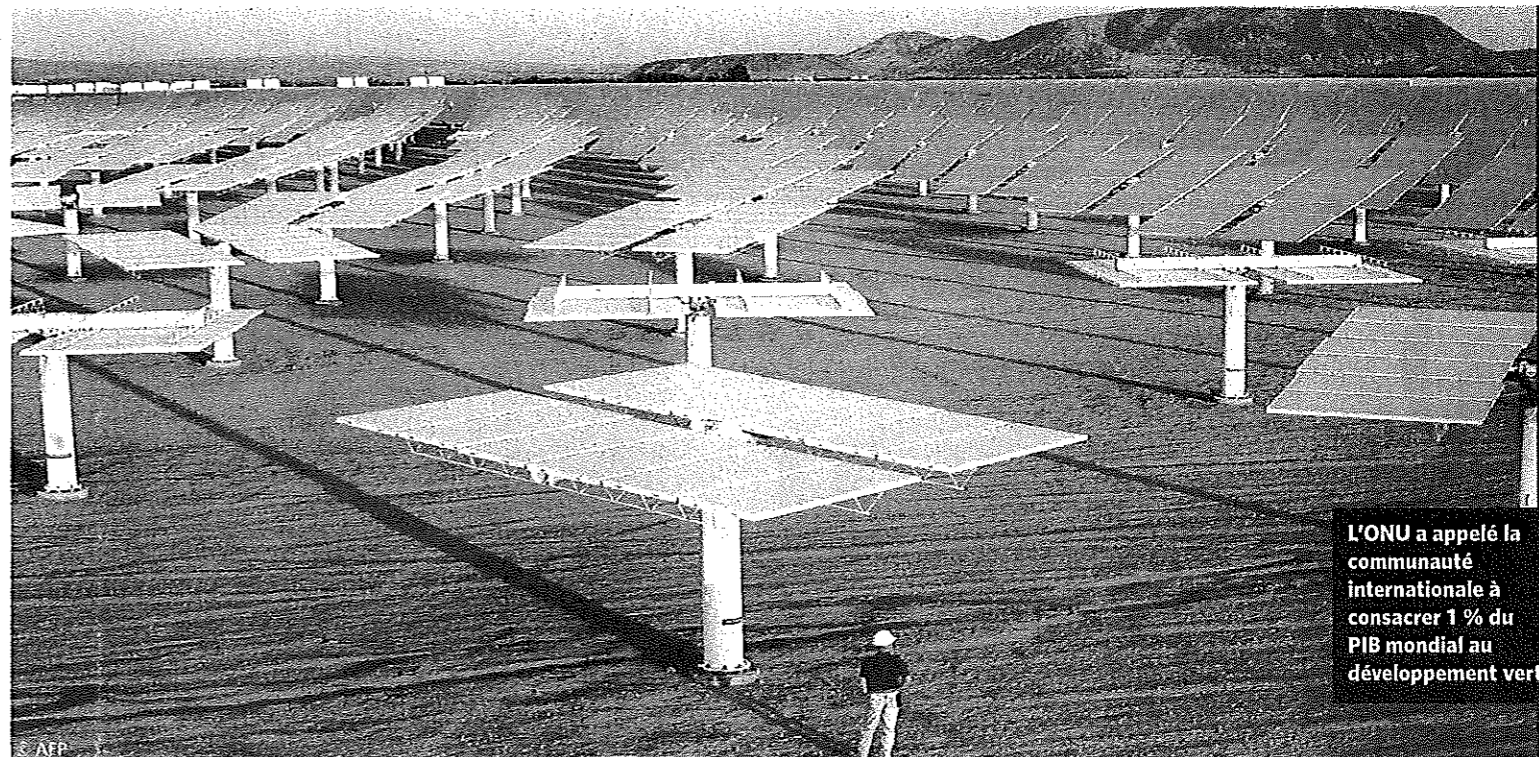
Le Conseil fédéral du développement durable tente de faire évoluer le débat, encore peu avancé en Belgique.

Frédéric Rohart

Le temps passe et rien ne vient, ou presque. Il y a belle lurette que les premiers appels ont été lancés en faveur d'un «New Deal» vert, une injection de fonds qui permettrait de donner une véritable impulsion aux technologies à faible consommation de carbone. Hier, le Forum annuel du Conseil fédéral du développement durable (qui réunit partenaires sociaux et ONG) mettait l'accent sur ce «sustainable New Deal». Le Forum, ouvert par le ministre de l'Énergie Paul Magnette (PS) et clôturé par le Premier ministre Herman Van Rompuy (CD & V), ambitionnait de rendre le concept «un petit peu plus concret», selon les termes du président du Conseil, Theo Rombouts. Une gageure.

Il s'agit de mettre en place un «agenda citoyen», explique Raymond Van Ermen, administrateur-délégué de European partners for environment. Or, avance-t-il, «95 % des bons projets environnementaux ne trouvent pas de financement dédié». Cela doit donc également

être un agenda pour les banques, soutient-il. «L'État belge a soutenu la KBC, Dexia, BNP-P, cela constitue un levier d'influence important. Tout comme la présidence de l'UE». Et à la FEB, Isabelle Callens (directrice du département économique) insiste sur l'importance d'une banque verte: «Un des premiers obstacles est le financement de l'efficacité énergétique». Or, soutient-elle, les investissements devraient justement se focaliser sur l'efficacité, élément essentiel, avant de se diluer dans les autres secteurs verts. Anne De Vlamincq, conseillère politique chez Inter-Environnement Wallonie, va plus loin: «Une partie seulement des plans de relance sont verts. Alors que l'on sait où sont les priorités, les investissements non-verts bloquent les ressources de l'État pour des décennies dans des infrastructures non performantes». Geert Noels, économiste chez Econopolis, reproche au plan de relance belge de n'être pas assez vert. Même s'il n'est pas trop tard pour miser sur le changement, Noels ne comprend pas pourquoi nous ratons le premier wagon: «Nous avons tous les atouts, pourquoi n'avons-nous pas su faire ce que le Danemark a fait? Il ne faut pas être écolo pour investir dans le vert» ■



L'ONU a appelé la communauté internationale à consacrer 1 % du PIB mondial au développement vert.

Les USA ont besoin de trois à six mois Jos Delbeke

Négociateur en chef de l'Union européenne à Copenhague



À Singapour, Barack Obama a définitivement tué tout espoir d'accord chiffré à Copenhague...

► Il y aura un accord en deux volets. Un de nature politique à Copenhague. Et immédiatement après, dans le courant 2010, on en fera la traduction en langage juridique. Il nous reste trop peu de temps pour boucler cette seconde partie à Copenhague.

Pour certains, il faut mieux ne rien signer à Copenhague pour avoir un accord complet dans quelques mois. Un accord politique sans chiffres ne desservirait-il pas le processus de négociation?

► Il ne s'agira pas d'un simple accord politique. Nous travaillons sur un document de nature politique mais qui sera beaucoup plus spécifique que les déclarations conjointes qui peuvent sortir des G8 ou G20, par exemple. Nous voulons un texte qui soit très développé d'un point de vue opérationnel. Nous sommes convaincus qu'il faut se

décider sur les points forts à Copenhague - parce que les hauts dirigeants politiques seront là. Sans quoi, nous ne ferions que reporter la discussion à l'année prochaine.

L'Europe craint-elle de se retrouver isolée? Envisagez-vous qu'il n'y ait pas d'accord?

► Non. On arrivera à un certain accord. Mais il faut avouer que, apparemment, les États-Unis ne sont pas encore prêts. Parce qu'ils ont investi énormément de temps sur leur loi sur les soins de santé. À présent, ils manquent de temps pour terminer leur loi sur le climat.

De combien de temps les Américains manquent-ils?

► Ils nous disent qu'il leur faudrait trois à six mois. C'est dans ces délais que l'accord juridique sera clôturé. Il est hors de question de reporter l'accord juridique à un an ou plus. ■ F.R.

Parvenir à un partenariat sociétal Geert Noels

Économiste, administrateur délégué de Econopolis SA



Un New Deal est-il nécessaire à l'échelle de la Belgique?

► Oui, plus que nulle part ailleurs. Si vous écoutez ce qui se dit à l'étranger, les secteurs qui sont concernés sont les nôtres: l'automobile, la chimie, l'acier... C'est inscrit dans l'ADN de notre économie. Un tel Green New Deal serait plus facile à appliquer chez nous qu'aux États-Unis.

Certains intervenants au Forum appellent les banques à focaliser leurs investissements sur une mesure plus urgente que les autres: l'isolation...

► C'est typiquement belge de dire «alors on doit forcer les banques à faire certaines choses». Non: les banques doivent sentir un intérêt, un marché, des encouragements. Or, lorsque je vois l'audience de ce Forum, j'ai peur que l'on ne parvienne pas à un vrai partenariat sociétal: entre les autorités, les entreprises et la société civile.

Combien la Belgique devrait-elle investir dans ce «New Deal»?

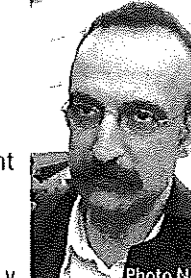
► Une première chose à dire est que l'on investit trop peu depuis longtemps. Le pourcentage des investissements publics a beaucoup diminué au cours des quarante dernières années. Dire aujourd'hui qu'il faut investir 1 % du PIB dans des projets verts, ce n'est donc pas énorme. L'important, surtout, est d'investir dans des projets à long terme. Or pour l'instant on fait de l'entretien, pas des grands investissements visionnaires.

Et concrètement?

► Permettez-moi une analogie: sans initiative du gouvernement flamand, Telenet ne serait pas là pour concurrencer Belgacom. Ce partenariat public-privé a dynamisé le secteur, c'était un bon investissement sur le long terme. Sans Telenet, les télécoms seraient toujours dans la situation du secteur énergétique, avec un gros acteur (Electabel) et personne d'assez fort pour lui tenir tête. Voilà le genre d'initiative que les gouvernements peuvent prendre. ■ F.R.

Injecter 1 % du PIB dans le «vert» Olivier Deleuze

Dir. au Programme des Nations Unies pour l'Environnement



L'ONU a lancé un appel pour un «Green New Deal». De quoi s'agit-il?

► Il faut des mesures de soutien du développement durable à hauteur d'à peu près 1 % du PIB mondial annuel - soit 500 milliards d'euros environ. Cela correspond à 25 % des plans de relance. Or, à ce jour, les gouvernements n'y ont accordé que 15 % environ de leurs plans. Naturellement, cette injection doit être canalisée, couplée à des législations. Et les secteurs visés ne sont pas les mêmes dans les pays du Nord (efficacité énergétique, transports, énergies renouvelables) ou du Sud (agriculture, gestion de l'eau, hygiène).

Y a-t-il eu des réactions concrètes?

► Oui. La Corée du Sud, par exemple, a embayé avec enthousiasme. Nous avons également beaucoup de relations avec la Chine, qui prépare son prochain plan quinquennal.

Et outre ces deux pays, avez-vous l'impression de voir les choses bouger

sur la scène internationale?

► On m'aurait dit il y a dix ans que le Président des États-Unis irait en Chine pour une question environnementale, je n'y aurais pas cru. Mais on n'en est pas encore au stade où l'importance de la question se traduit par un changement culturel. On est encore au niveau de discours obligé et des objectifs à long terme. À l'aube d'une révolution énergétique mondiale, nous sommes encore à un stade très instable. Une illustration parmi d'autres: les producteurs européens d'éoliennes ont 75 % du marché, et pour l'instant, 80 % du montant alloué par le plan de relance américain aux énergies vertes a atterri dans des poches européennes.

Que pensez-vous de l'état d'avancement de la Belgique?

► Je ne peux pas entrer dans la polémique. Cela dit, il faut reconnaître que l'Europe est plutôt à l'avant-garde. ■ F.R.